DOCUMENTS

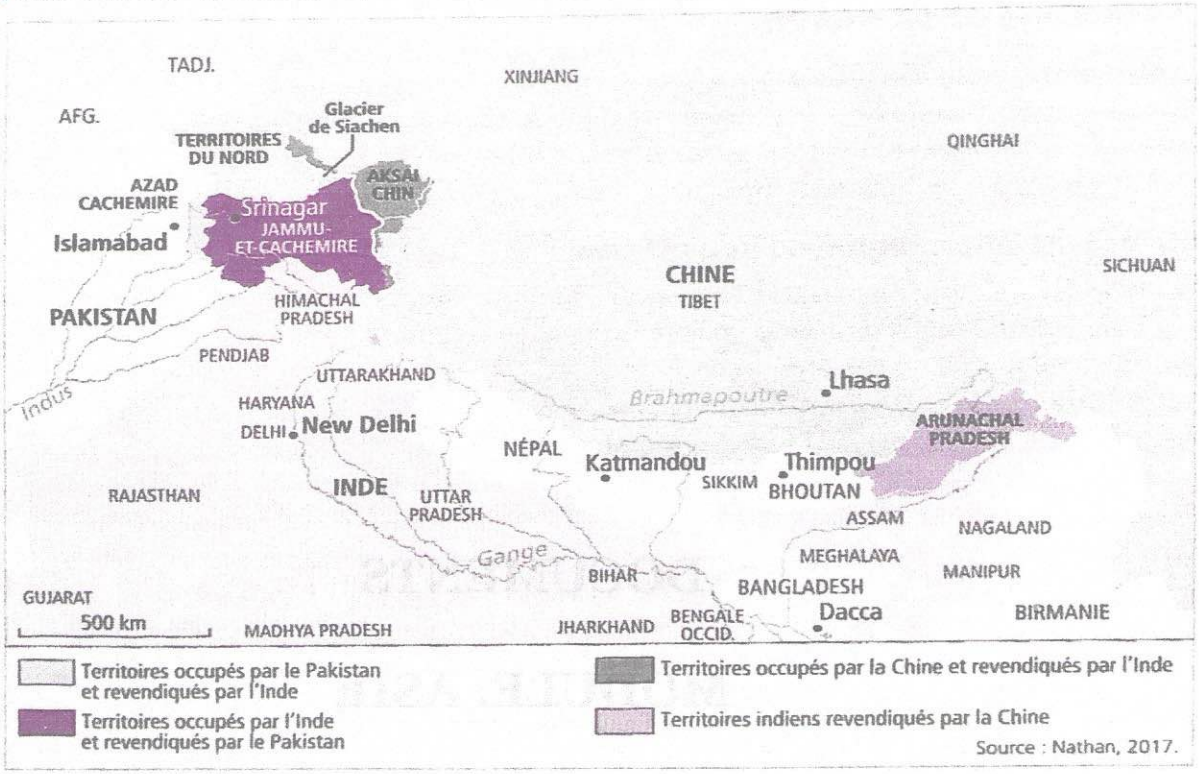
MODULE: ASIE

SOUS-MODULE N°1:ENJEUX ET DEFIS COMMUNS

CHAPITRE 6: L'ASIE CONTEMPORAINE, AU COEUR DU MONDE ET D'UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE ?

1

Les conflits frontaliers avec le Pakistan et avec la Chine



Source : Nathan, 2017.

1 Bis

L'économie-monde selon Fernand Braudel

A la fin des années 1970, l'historien livrait une explication du « décollage » de l'Occident. En inventant le concept d'« économie-monde ».

En 1979, dans le tome III *Le Temps du monde* de la grande synthèse qui couronne ses travaux *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle* , Fernand Braudel fait entrer dans la réflexion des économistes et des historiens le concept d'« économie-monde » qu'il avait déjà utilisé à propos de la Méditerranée dans sa thèse 1949, avec l'ambition d'une histoire totale. Il offre ainsi la première synthèse des conditions de la naissance du capitalisme et de celles du « décollage » de l'Occident, dont le moteur est la mondialisation* de l'économie.

Par « économie-monde », Braudel n'entend pas l'économie mondiale, mais une économie qui est un monde* en soi, un espace économique cohérent, non limité par des frontières étatiques et animé par une dynamique spatiale planétaire.

L'économie-monde obéit à une organisation concentrique : « *Toute économie-monde est un emboîtement, une juxtaposition de zones liées ensemble, mais à des niveaux différents. Sur le terrain, trois aires, trois catégories au moins se dessinent : un centre étroit, des régions secondes assez développées, et pour finir d'énormes marges extérieures.* [...] *Le centre, le "coeur", réunit tout ce qui existe de plus avancé et de plus diversifié. L'anneau suivant, c'est la zone des "brillants seconds". L'immense périphérie, avec ses peuplements peu denses, c'est au contraire l'archaïsme, le retard, l'exploitation facile par autrui. Cette géographie discriminatoire, aujourd'hui encore, piège et explique l'histoire du monde.* »

L'Europe, explique Braudel, a vu éclore une succession d'« économies-monde » : la floraison des villes après le décollage du XIe siècle est la « *première économie-monde d'Europe* » : le passage s'accomplit, décisif, sur de vastes espaces, de l'économie domestique à l'économie de marché. Les villes « décollent » de leur entourage rural et regardent bien au-delà de leur horizon propre. C'est là une énorme rupture. Puis apparaissent des villes dominantes : l'essor des cités de la Hanse au nord de l'Europe, le rôle des foires de Champagne. Puis Bruges. A l'époque de Jan Van Eyck v. 1390-1441, la cité des Pays-Bas est incontestablement l'une des plus belles villes du monde, centre d'une vaste confluence : pas moins que la Méditerranée, le Portugal, la France, l'Angleterre, l'Allemagne rhénane, la Hanse...

Ensuite, du XIVe au XVe siècle, prennent le relais les États-villes d'Italie et des Pays-Bas, avec Venise puis Anvers. La cité de la lagune est parvenue à se tailler un empire, modeste en étendue, mais d'une grande puissance stratégique et marchande en raison de son alignement le long des côtes du Levant. Puis vient le temps des grandes compagnies marchandes de la Renaissance des Médicis aux Fugger, têtes de véritables « multinationales* » disposant d'une puissance sans égale. Au XVe siècle, les affaires bancaires sont pour les Médicis la première source de revenus, avec le pape pour principal client et des ramifications dans toutes les villes italiennes et dans les grandes villes d'Europe Bruges, Londres, Genève, Avignon....

En 1500, une nouvelle ville s'est placée au centre de l'économie-monde : Anvers, qui bénéficie des importations de métal blanc d'Amérique, *via* Séville. Cette extraordinaire prospérité, qui creuse aussi la distance entre les riches toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres, est frappée de plein fouet par la banqueroute espagnole de 1557... C'est alors qu'à la suprématie de la ville du Nord succède le « siècle des Génois », de 1557 à 1627. Gênes devient la véritable régulatrice bancaire d'une économie-monde qui rebascule ensuite vers le nord, avec Amsterdam puis Londres et l'Angleterre triomphante du siècle des Lumières. En attendant New York au XXe siècle...

Comme le faisait remarquer Fernand Braudel en 1977, « *les centrages et les recentrages se sont toujours faits au bénéfice des ports* », et plus précisément d'un pôle urbain, une « super-ville » qui devient le centre nerveux de tout un système : les informations, les marchandises, les capitaux, les crédits, les hommes, les ordres, les lettres marchandes. Toute cette énergie afflue et repart, dans

un mouvement incessant. Avec, dans toutes ces villes survoltées, le mal éternel du capitalisme, la cherté de la vie qui fait voisiner la richesse la plus insolente avec la misère la plus noire...

Et dans son *Temps du monde* , publié en 1979, Fernand Braudel, en s'interrogeant sur les flux et les reflux des dominations urbaines à l'échelle internationale, faisait remarquer l'ampleur des secousses provoquées par la chute des capitales successives d'une économie-monde. Et il posait cette question prémonitoire : *« Est-il si difficile d'imaginer les répercussions qu'entraînerait aujourd'hui, dans l'univers entier, la fin de l'hégémonie américaine ? »*

2

Les dépenses militaires mondiales s'élèvent à près de 2 000 milliards de dollars en 2020

Communiqué de presse du SIPRI
(Stockholm, 26 avril 2021) - Le total des dépenses militaires mondiales s'élève à 1 981 milliards de dollars en 2020, soit une augmentation de 2,6 % en termes réels par rapport à 2019, selon de nouvelles données publiées aujourd'hui par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), disponibles sur www.sipri.org. Les cinq plus grands dépensiers en 2020, qui concentrent 62 % des dépenses militaires mondiales, sont les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie et le Royaume-Uni. Les dépenses militaires de la Chine ont augmenté pour la 26ème année consécutive.

Les dépenses militaires augmentent la première année de pandémie
L'augmentation de 2,6 % des dépenses militaires mondiales survient l'année où le produit intérieur brut (PIB) mondial a reculé de 4,4 % (projection du Fonds monétaire international, octobre 2020), principalement en raison des impacts économiques de la pandémie de Covid-19. En conséquence, les dépenses militaires en pourcentage du PIB – dit fardeau militaire - ont atteint une moyenne mondiale de 2,4 % en 2020, contre 2,2 % en 2019. Il s'agit de la plus forte augmentation annuelle de ces dépenses depuis la crise économique et financière mondiale de 2009.
Même si les dépenses militaires ont augmenté dans le monde, certains pays ont nettement réaffecté à la lutte contre la pandémie une partie de leurs dépenses militaires initialement prévues, comme le Chili et la Corée du Sud. Plusieurs autres, dont le Brésil et la Russie, ont dépensé considérablement moins que leurs budgets militaires initiaux pour 2020.
« On peut affirmer avec une quasi-certitude que la pandémie n'a pas eu d'impact significatif sur les dépenses militaires mondiales en 2020 », souligne Dr Diego Lopes da Silva, chercheur au programme Armes et Dépenses militaires du SIPRI. « Reste à voir si les pays maintiendront ce niveau de dépenses militaires durant la seconde année de pandémie. »

La forte augmentation des dépenses militaires américaines se poursuit en 2020
En 2020, les dépenses militaires américaines ont atteint un montant estimé à 778 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,4 % par rapport à 2019. En tant que plus grand dépensier militaire au monde, les États-Unis représentent 39 % des dépenses militaires mondiales en 2020. C'est la troisième année consécutive d'augmentation des dépenses militaires américaines, après sept années de baisses continues.
«Les hausses récentes des dépenses militaires américaines s'expliquent surtout par de lourds investissements dans la recherche et le développement, par plusieurs projets à long terme tels que la modernisation de l'arsenal nucléaire américain et l'acquisition à grande échelle d'armes », précise Alexandra Marksteiner, chercheuse au programme Armes et Dépenses militaires du SIPRI. « Cela reflète les préoccupations grandissantes face à des menaces pressenties venant de concurrents stratégiques tels que la Chine et la Russie, ainsi que la volonté de l'administration Trump de renforcer ce qu'elle considérait comme une armée américaine appauvrie. »

Les dépenses militaires de la Chine augmentent pour la 26ème année consécutive
Les dépenses militaires de la Chine, deuxième plus grand dépensier au monde, sont estimées à 252 milliards de dollars en 2020. Cela représente une augmentation de 1,9 % par rapport à 2019 et de 76 % par rapport à la décennie 2011-2020. Les dépenses de la Chine ont augmenté durant

3

Histoire : les rochers Liancourt, une dispute éternelle entre la Corée et le Japon

Les rochers Liancourt font depuis longtemps l'objet d'une bataille frontalière entre la Corée du Sud et le Japon. Dokdo ou Takeshima, ce groupe d'îlots présente des enjeux politiques et économiques. Petit retour sur son histoire, de son commencement à aujourd'hui.
Vous n'avez certainement pas manqué les vidéos concernant les rochers Liancourt dans l'Airport express (AREX) qui vous menait à Séoul lors de votre voyage en Corée du Sud. Dokdo (nom coréen) ou Takeshima (nom japonais) est un groupe d'îlots situés entre les deux pays, dans la mer de l'Est, et chacun en réclamant sa souveraineté. Elle est la source d'un litige frontalier reposant sur des enjeux politiques et économiques, et ceux encore aujourd'hui.

Des raisons incertaines de dispute
On se demande d'abord pourquoi les deux pays se disputent la souveraineté du groupe d'îlots. Ils portent d'ailleurs le nom du baleinier français Le Liancourt, qui est un bateau avec lequel ont été "découvertes" les Rochers, en 1849. Mais les raisons poussant la Corée du Sud et le Japon à vouloir ces terres restent floues. On pourrait tout d'abord penser à des raisons pratiques et logiques. Géographiquement, les Îlots sont situés entre Ulleungo, île sud-coréenne, et l'île Oki, japonaise.

Situé dans la mer de l'Est, il a longtemps été un spot de pêche pour les deux pays qui se disputaient déjà les eaux alentours. Cette histoire a été réglée avec un commun accord concernant les zones de pêche pour les deux pays à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Autre raison possible, agrandir sa zone économique exclusive (ZEE). Cependant, certains documents officiels soulignent qu'une île inhabitée et n'ayant aucune activité commerciale ne peut être constituée comme une ZEE. Ce qui est donc le cas pour Dokdo/Takeshima. On pense aussi à un intérêt touristique puisque les Rochers sont devenus populaires, notamment auprès des sud-coréens qui partent souvent à la découverte de ces îlots. En dehors de ces raisons, ils seraient plus largement la symbolique d'un bras de fer du fait de **leur passif historique compliqué** (impliquant notamment la colonisation japonaise).

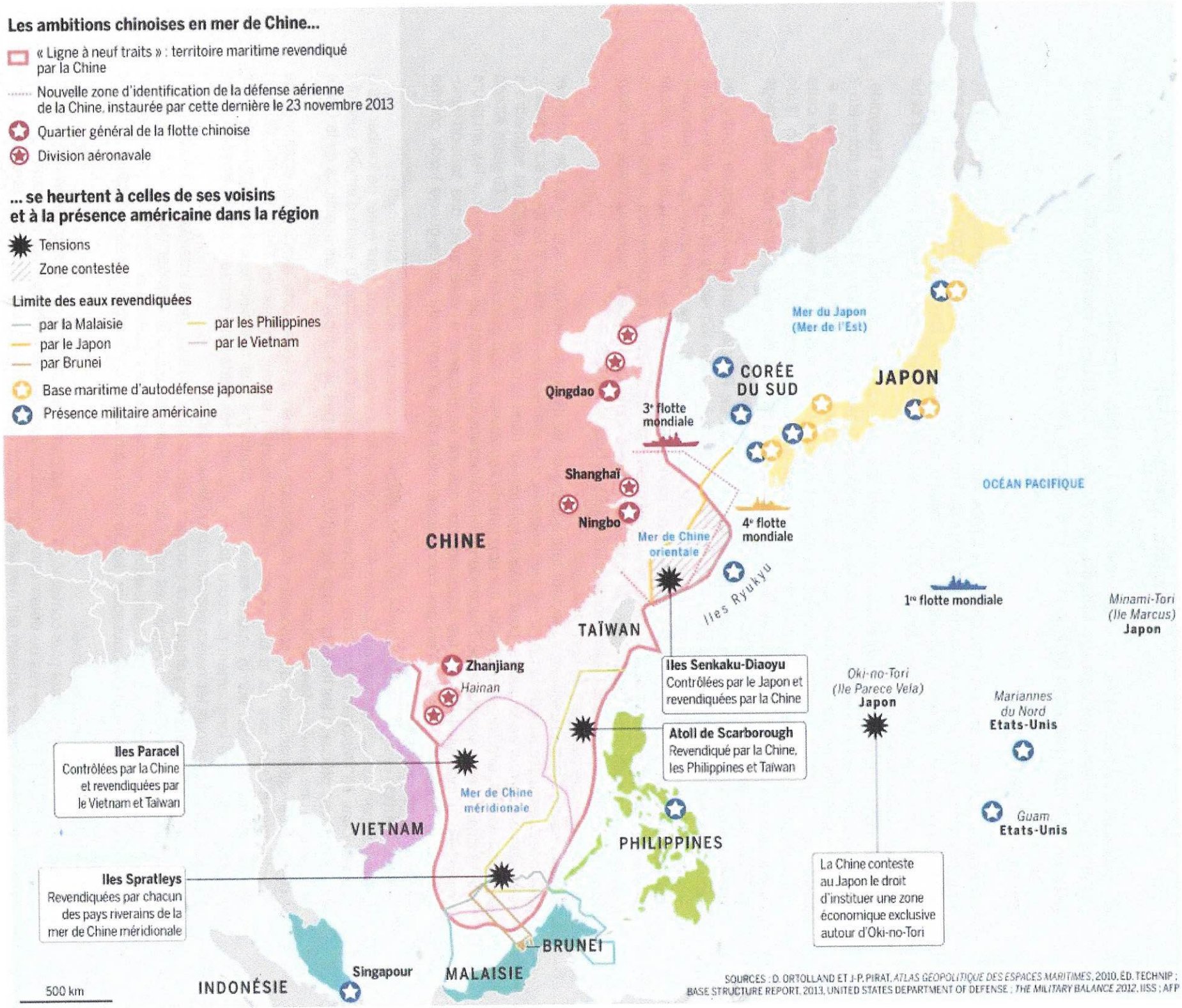
Depuis quand la querelle entre la Corée et le Japon ?
Il y a deux histoires à l'Histoire. D'abord, le point de vue coréen qui avance que plusieurs archives anciennes prouve bel et bien son appartenance. Cela remonterait à la Corée divisée en plusieurs royaumes puis à sa réunification au 10ème siècle puis les dynasties suivantes. Cependant, les Japonais estime eux que le groupement d'îlots n'a appartenu à personne et qu'il est donc une *terra nullius*. Ils précisent aussi que les pêcheurs japonais s'y rendent depuis 1600 et donc que cela leur appartient. Mais la question ne se soulève réellement des deux côtés que dès le 17ème siècle.

D'ailleurs, à cette époque, de nombreux documents coréens et japonais, cartes et documents impériaux notamment, montrent chacun que l'île est référencée respectivement dans leur pays. C'est en 1904, alors que le Japon déclare la guerre à la Russie, que les Japonais soulèvent de nouveau la question de Dokdo/Takeshima en

déclarant qu'elle est considérée comme un No man's land et lui donnant son nom japonais, "Takeshima".

Pendant de nombreuses années, les va-et-vient d'opinions se font de façon récurrente entre les deux pays. La question sera même soulevée par les Alliés lors des négociations pour le traité de paix de San Francisco en 1951, où aucun parti n'a été pris, remettant la question entre les mains du pays du matin calme et celui du soleil levant. En 1953, la Corée du Sud veut asseoir sa souveraineté et décide donc unilatéralement de construire une base de gardes-côtes et un phare sur les Rochers Liancourt. Ce qui énerva le Japon. Et une nouvelle fois, la Corée et le Japon décidèrent de régler la question sous la pression des Etats-Unis sans arriver à une conclusion claire. Elles ont donc décider de ne pas trouver d'accord et plutôt d'ignorer la question, en intensifiant leur coopération commerciale et économique.

Qu'en est-il aujourd'hui des rochers Liancourt ?
Au 20ème siècle, la question continue de se poser et ce, dès 1987, alors que la Corée du Sud rentrait dans une face de démocratisation complète. Jusqu'aujourd'hui, les deux pays ont toujours soulevé la question avec des provocations et des manifestations en réponse. L'un des derniers exemples remontant aux JO de Tokyo, où le Japon avait mis en ligne une carte du pays avec un petit point gris, représentant Dokdo/Takeshima. Ce qui provoqua donc la colère des Coréens.


Les ambitions chinoises en mer de Chine...
« Ligne à neuf traits » : territoire maritime revendiqué par la Chine
Nouvelle zone d'identification de la défense aérienne de la Chine, instaurée par cette dernière le 23 novembre 2013
Quartier général de la flotte chinoise
Division aéronavale
... se heurtent à celles de ses voisins et à la présence américaine dans la région
Tensions
Zone contestée
Limite des eaux revendiquées
par la Malaisie
par le Japon
par Brunei
par les Philippines
par le Vietnam
Base maritime d'autodéfense japonaise
Présence militaire américaine
Mer du Japon (Mer de l'Est)
CORÉE DU SUD
JAPON
Qingdao
3e flotte mondiale
Shanghaï
Ningbo
OCÉAN PACIFIQUE
4e flotte mondiale
CHINE
Mer de Chine orientale
Iles Ryukyu
1re flotte mondiale
Minami-Tori (Ile Marcus) Japon
TAÏWAN
Zhanjiang
Hainan
Iles Senkaku-Diaoyu
Contrôlées par le Japon et revendiquées par la Chine
Oki-no-Tori (Ile Parece Vela) Japon
Mariannes du Nord Etats-Unis
Atoll de Scarborough
Revendiqué par la Chine, les Philippines et Taïwan
Iles Paracel
Contrôlées par la Chine et revendiquées par le Vietnam et Taïwan
Mer de Chine méridionale
VIETNAM
PHILIPPINES
Guam Etats-Unis
Iles Spratleys
Revendiquées par chacun des pays riverains de la mer de Chine méridionale
La Chine conteste au Japon le droit d'instituer une zone économique exclusive autour d'Oki-no-Tori
BRUNEI
Singapour
MALAISIE
INDONÉSIE
500 km
SOURCES : D. ORTOLLAND ET J.-P. PIRAT, ATLAS GÉOPOLITIQUE DES ESPACES MARITIMES, 2010, ÉD. TECHNIP ; BASE STRUCTURE REPORT, 2013, UNITED STATES DEPARTMENT OF DEFENSE ; THE MILITARY BALANCE 2012, IISS ; AFP

(5)

Vers la guerre
L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?
Graham Allison (2019)

Si Chinois et Américains poursuivent leurs rivalités, un choc militaire planétaire est inévitable, prévient Graham Allison, professeur émérite à Harvard, dans « Vers la guerre. L'Amérique et la Chine, dans le piège de Thucydide ? ».

Par Gaïdz Minassian
Journal Le Monde le 19 février 2019

Inévitable. La guerre entre les Etats-Unis et la Chine serait inévitable, avertit le professeur Graham Allison, sauf si Américains et Chinois contournent le piège de Thucydide. Telle est la conclusion qu'il livre dans son dernier essai, Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?, qui a connu un vif succès lors de sa sortie aux Etats-Unis en 2017 et que les éditions Odile Jacob ont raison de proposer cette année au lecteur francophone.

De quoi s'agit-il et pourquoi faire référence au père des relations internationales, l'historien Thucydide, témoin et auteur de La Guerre du Péloponnèse, qui oppose Sparte à Athènes en 431-404 avant notre ère ? Si Chinois et Américains continuent ainsi leurs rivalités dans les domaines stratégique, politique et économique, rien ne pourra leur éviter de se déchirer dans un choc militaire planétaire. Pour étoffer cette thèse alarmiste, le professeur émérite à Harvard s'appuie sur l'histoire militaire et remonte son fil de l'Antiquité à nos jours pour rappeler au lecteur que le monde a déjà été confronté à seize reprises au piège de Thucydide, débouchant douze fois sur une guerre. Rien de rassurant.

Autrement dit, la puissance montante – à l'époque, l'Athènes de Périclès, forte de sa victoire contre les Perses lors des guerres médiques (490-479 av. J.-C.) – suscite une vive inquiétude de la part de sa rivale, Sparte, cité stratocratique grecque par excellence, qui n'a pas d'autre alternative que d'intervenir militairement pour conserver sa place de leader du monde hellénique. Près de 2 500 ans après la défaite d'Athènes, Graham Allison plaque cette grille de lecture sur les relations ambivalentes entre Pékin, la puissance émergente, et Washington, la puissance établie dans un monde à nouveau divisé en deux sphères, comme à l'ère de la Guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS.

Un retour à l'ordre classique de la conflictualité

Graham Allison retient l'attention du lecteur tout au long de sa démonstration qui s'appuie sur de réelles et profondes connaissances de la Chine, et, bien entendu, des affaires internationales. Il se fonde sur l'histoire, reine des disciplines de la guerre, pour asseoir son lecteur dans le confort le plus agréable et soumettre à son attention les exemples précédents qui donnent de l'épaisseur à son postulat de base. Graham Allison entend ainsi faire de son piège de Thucydide un livre charnière, un ouvrage de référence pour les amateurs des relations internationales et les étudiants qui doivent se préparer à vivre avec une tension sino-américaine croissante, eux qui n'ont pas connu autre chose que le monde de l'après-guerre froide comme système de représentation.

Les autres particularités du livre de Graham Allison sont de trois ordres. D'abord, pour éviter de tomber dans le guet-apens de l'historien grec, l'auteur propose aux Américains de respecter le mode d'emploi suivant : énumérer avec précision les intérêts vitaux des Etats-Unis, ne pas se tromper sur les intentions de la Chine et construire une stratégie dans la durée.

Cet effort de rationalisation du processus de décision vient en quelque sorte rectifier les errements de l'administration Bush lors de la campagne en Afghanistan et surtout en Irak en 2003. Ensuite, Graham Allison relance le débat sur la guerre préventive – n'oublions pas que Sparte attaque préventivement Athènes – un thème longuement parcouru depuis la guerre des Etats-Unis contre Saddam Hussein, mais tombé en disgrâce depuis les revers occidentaux en Mésopotamie.

Enfin, alors que la plupart des chercheurs évoquent aujourd'hui la fin des guerres interétatiques au profit des conflits infraétatiques, Graham Allison les prend à contre-pied et rouvre le chantier des éventuels conflits entre Etats. Bref, un retour à l'ordre classique de la conflictualité qui ne peut que réjouir l'école néoréaliste des relations internationales déboussolée depuis un certain temps par les guerres asymétriques et autres conflits irréguliers.

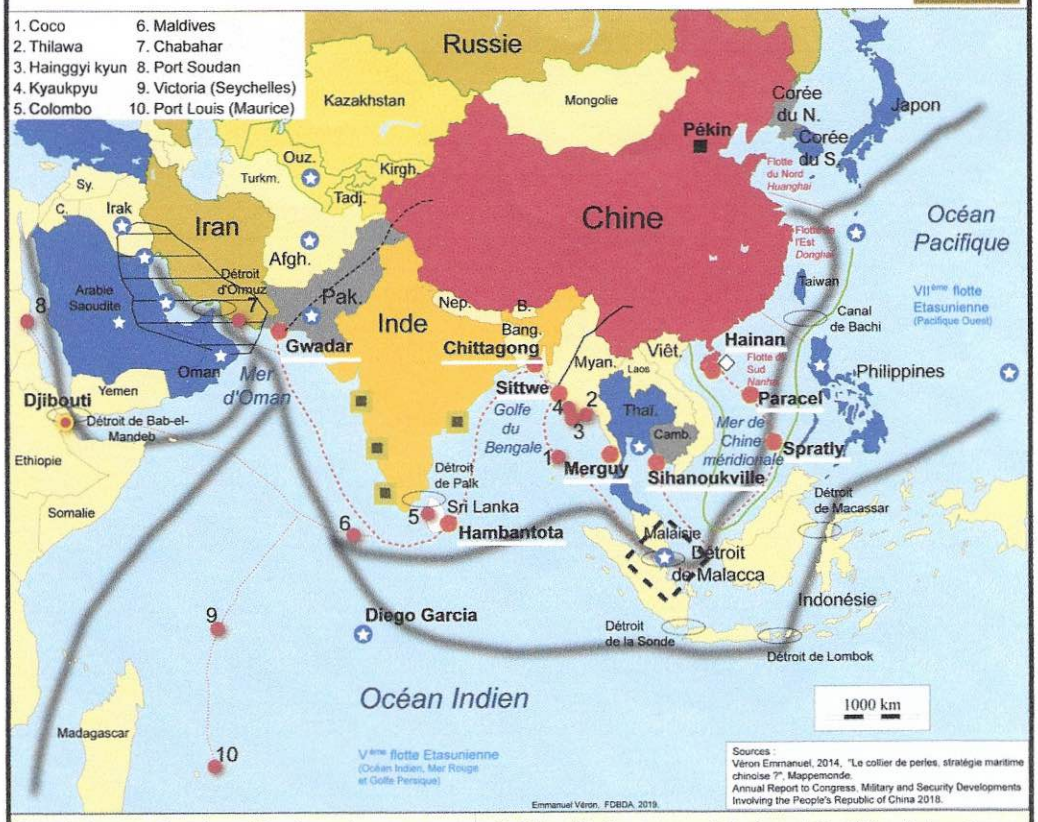
Soucis de cohérence avec le passé

Graham Allison est cependant plus convaincant dans sa partie diplomatique que lorsqu'il revêt l'uniforme du stratège militaire. Il n'existe pas de déterminisme militaire, rappelons-le. S'appuyer sur un modèle de guerre antique pour évoquer une situation qui n'existe pas encore aujourd'hui suscite au moins la réserve. Et faire endosser à la Chine le statut d'Athènes, la puissance démocratique et maritime hostile aux Etats-Unis, la nouvelle Sparte, puissance terrestre, pose quelques soucis de cohérence avec le passé.

6

Espaces maritimes indo-pacifiques au coeur des enjeux stratégiques en Asie

FONDS DE DOTATION FDBDA BROUSSE DELL'AQUILA



Stratégie chinoise du collier de perles

- Collier de perles (ports commerciaux/militaires)
- Perle potentielle (projets en cours de construction de ports commerciaux et militaires)
- Base de sous-marins nucléaires

Sphère d'influence chinoise

- Membres permanents et observateurs de l'OCS
- Puissance régionale
- Allié stratégique de Pékin

Infrastructures de contournement du détroit de Malacca

- Infrastructure en service
- Projet en cours
- Installation militaire chinoise

Sphère d'influence américaine et rivalités régionales

- Allié des Etats-Unis
- Base militaire américaine
- Inde : puissance régionale rivale
- Base militaire de la marine indienne
- Zone maritime contestée entre la Chine et les Etats riverains en mer de Chine méridionale
- Dilemme de Malacca

Ressources, routes et lieux stratégiques

- Ressources en hydrocarbures
- Route maritime des hydrocarbures et porte-conteneurs
- Détroit et point de passage stratégique

Les trois cercles du nationalisme chinois sous Xi Jinping

En cherchant à s'affirmer comme première puissance commerciale, la Chine devra, inévitablement, gérer les risques inhérents à l'internationalisation de ses intérêts nationaux.

par André Laliberté
25 août 2016

La Chine a substitué à l'idéal socialiste les passions nationalistes pour compenser les lacunes d'une idéologie qui a perdu toute crédibilité dans le contexte d'inégalités sociales croissantes. C'est un cliché, certes, mais il s'appuie sur la réalité de l'accent mis sur l'« éducation patriotique », sur le discours relatif à l'« humiliation » qu'a subie la Chine et qu'il lui faut dépasser, et sur la référence à la gloire passée que le « rêve chinois » doit restaurer sous l'égide de son président Xi Jinping.

Le nationalisme évoque partout de fortes émotions, il est libérateur et émancipateur dans le contexte de la décolonisation, mais aussi source de périls dans le contexte des nationalismes ethniques qui ont culminé avec les idéologies de supériorité raciale. Où situer le nationalisme chinois ? La Chine ne se prête pas facilement à la comparaison, ou à tout le moins, il faut s'assurer de faire des comparaisons pertinentes. Cela représente un défi de taille.

À bien des égards, la Chine est un État multinational ou multiethnique, qui aspire à créer un État de nationalisme civique, à la manière dont le Canada tend à se définir par sa politique de multiculturalisme. À d'autres égards, cependant, lorsque la Chine avance ses revendications territoriales en faisant référence à l'histoire, elle tend à s'appuyer sur les liens du sang, notamment en ce qui concerne Taïwan et Hong Kong. Pour bien comprendre la portée de la référence au nationalisme par le régime actuel, il peut s'avérer utile de distinguer les trois cercles de la nation chinoise.

Le premier cercle de l'intérieur des frontières

Ce premier cercle de la nation chinoise est traversé par une contradiction centrale. Il s'agit d'une part d'une nation multiethnique, où coexistent à l'intérieur des frontières de la République populaire la majorité de 94 % constituée par les Hans, et les 55 minorités qui occupent plus de la moitié du territoire. D'autre part, c'est une nation ethnique qui justifie son intégration de Taïwan, par la force si nécessaire, parce que les Taïwanais seraient « chinois » ; et cela malgré le fait qu'une majorité de Taïwanais ne voient pas ainsi leur réalité.

Ce premier cercle du nationalisme, ombrageux, se montre intransigeant face aux demandes d'autonomie des Tibétains et des Ouïgours. En reconnaissant le bien-fondé de ces demandes légitimes, les dirigeants chinois pourraient valider la perception que le nationalisme officiel est civique et multiculturel. Malheureusement, les tendances récentes à mettre l'accent sur les dimensions ethnoculturelles de la nation chinoise, par exemple la réhabilitation du confucianisme, un système de valeurs chinois étranger à ceux des Tibétains et des musulmans, vont à contre-courant d'une telle stratégie et peuvent être interprétées comme un mépris pour les différences culturelles minoritaires. Une réelle politique de multiculturalisme reconnaissant le bouddhisme tibétain et les différentes cultures islamisées de la Chine comme partie du patrimoine, au même titre que le confucianisme, pourrait dissiper l'impression que le nationalisme officiel est fondée sur une hégémonie culturelle chinoise.

Le nationalisme ethnique est particulièrement rigide lorsqu'il avance l'idée de parachever l'unité nationale par l'annexion de Taïwan. Le problème est qu'on ne peut parler de réunification puisque, depuis sa fondation en 1949, la République populaire n'a jamais contrôlé l'île. Une acceptation du statu quo actuel renforcerait l'idée d'un nationalisme civique basé sur la citoyenneté plutôt que sur la race. Une attitude bienveillante à l'égard de Taïwan pourrait à terme conduire les Taïwanais à vouloir se joindre à la Chine dans une communauté supranationale.

Le deuxième cercle de la zone des États tributaires

Le deuxième cercle de la nation chinoise est beaucoup plus préoccupant. Il ne peut pas s'appuyer sur le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, et concerne des acteurs majeurs de la scène internationale : le Japon, troisième puissance économique de la planète, et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, en passe de devenir une communauté régionale aussi importante que l'Union européenne. Ce deuxième cercle du nationalisme entend renouer avec l'âge d'or de la dynastie des Qing, lorsque la Chine constituait une grande puissance. Cette ambition se concrétise par d'importantes revendications territoriales maritimes.

Les premières, en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale, suscitent des tensions avec le Japon, le Vietnam et les Philippines, et enflamment des passions en Chine même qui sont difficiles à contrôler. Les secondes,

moins connues dans les chancelleries occidentales, ont trait aux différends frontaliers avec l'Inde dans l'Himalaya et l'Arunachal Pradesh, ce dernier étant un territoire plus grand que Taïwan. La revendication sur la rétrocession à la Chine de l'Extrême-Orient russe (cédé lors du traité d'Aigun en 1858), qui est parfois évoquée dans les milieux ultranationalistes mais désapprouvée par les autorités officielles, constitue un exemple des risques de surenchère nationaliste que le recours à une posture nationaliste stridente, telle que le régime l'articule à l'endroit du Japon, peuvent déclencher, sans même le vouloir.

Le discours de l'humiliation, crédible lorsqu'il vise le Japon, qui a été l'agresseur pendant la première moitié du 20e siècle, tient moins la route lorsqu'il s'agit de l'Inde et des ex-colonies d'Asie du Sud-Est, qui ont longtemps constitué avec la Chine une communauté de destin unie contre l'impérialisme. L'acceptation par la Chine du jugement de la Cour internationale de La Haye, qui a tranché en faveur des Philippines, ainsi que la reconnaissance du fait accompli en ce qui a trait à la frontière sino-indienne représenteraient un signal clair que la Chine respecte le droit international. En agissant ainsi, la Chine pourrait désarmer les mouvements nationalistes japonais, indiens et vietnamiens, qui demeurent crédibles tant qu'elle menace par ses demandes l'intégrité territoriale de ses voisins.

Le troisième cercle mondial

La Chine ne caresse pas de projet de « mission civilisatrice » mais embrasse néanmoins l'idée d'une « destinée manifeste ». Elle n'aspire pas à bâtir un empire colonial hors des frontières héritées de l'époque impériale, même si les controverses au sujet de ces dernières, comme le démontre le cas de Taïwan, peuvent avoir des répercussions internationales. Elle chercherait, tout au plus, à s'affirmer comme la première puissance commerciale mondiale, mais à la différence de la *pax americana*, celle-ci ne s'accompagnerait pas d'une hégémonie politique. Les dirigeants chinois ont suffisamment insisté sur les spécificités de leur culture et amplement protesté contre l'ingérence étrangère pour donner crédibilité à l'idée qu'ils ne cherchent pas à dicter une *pax sinica* ou imposer leur version de l'ordre mondial. Nonobstant ces assurances sincères, l'histoire nous enseigne que la construction des empires ne résulte pas tant de décisions délibérées que de causalités complexes où le déploiement de réseaux commerciaux finit par entraîner des conséquences sociopolitiques imprévisibles.

Avec les grands projets de la route de la soie maritime et de la ceinture commerciale eurasiatique, tout aussi conformes à l'institutionnalisme néolibéral soient-ils, les dirigeants chinois seront appelés inévitablement à gérer les risques inhérents à l'internationalisation de l'intérêt national. Les retombées de la présence chinoise dans les pays en voie de développement renforcent le pouvoir d'attraction de son modèle de croissance et, sans aucun doute, contribuent dans ces pays à occulter les impressions négatives laissées par les deux premiers cercles du nationalisme chinois. Mais cette présence, parfois ressentie, à tort ou à raison, comme une forme de néocolonialisme ou une arrogance culturelle, est lourde de dangers et de risques.

Comment la Chine se comportera-t-elle dans l'éventualité d'une attaque contre ses ressortissants à l'étranger lors d'une prise d'otage dans un pays où l'appareil sécuritaire est inefficace, voire corrompu ? Comment la Chine réagira-t-elle si les autorités d'un pays tiers sont incapables d'empêcher le meurtre d'un de ses citoyens par des gens qui prétendent agir par solidarité avec leurs coreligionnaires persécutés en Chine ? Il ne s'agit pas là de questions hypothétiques : des travailleurs chinois ont déjà été pris à partie en Algérie, au Nigeria, au Vietnam, en Zambie. Ces derniers ont été les victimes des succès de la Chine, dont la présence est ressentie comme complice des régimes autoritaires, ou, à cause des ressources qu'elle mobilise, comme une cible de choix pour des groupes armés tels Boko Haram.

Cette question doit se poser pour Xi Jinping, lui qui a beaucoup misé sur le Parti communiste comme garant de l'unité chinoise, qui a réparé les humiliations des siècles passés et qui promeut les intérêts nationaux sur la scène mondiale. Il est à souhaiter que son gouvernement réalise que les institutions internationales peuvent permettre à la Chine de faire l'économie d'interventions militaires risquées pour sa légitimité sur la scène internationale. La résolution des contradictions liées aux deux premiers cercles du nationalisme chinois est souhaitable : elle pourrait convaincre la communauté internationale de la bonne volonté chinoise.

André Laliberté est professeur titulaire de science politique à l'Université d'Ottawa. Il a vécu en Asie de l'Est pendant quatre ans et y retourne fréquemment pour ses recherches et ses enseignements. Il a publié plus d'une cinquantaine d'articles sur les enjeux identitaires en Chine, à Taïwan et à Hong Kong.



État à majorité hindoue

État à majorité musulmane

Zone revendiquée par l'Inde et le Pakistan dès 1947

Hyderabad : État indépendant de 1947 à 1949

Junagadh : État princier annexé par l'Inde en 1947

Zone cédée par le Pakistan à la Chine en 1963

Zone contrôlée par la Chine et revendiquée par l'Inde

Zone contrôlée par l'Inde et revendiquée par la Chine

La "ligne de cessez-le-feu" créée en 1949 devient "ligne de contrôle" en 1971

Inde portugaise jusqu'en 1961

Établissement français de l'Inde (cession de 1951 à 1954)

(1) Ayant appartenu à l'Empire des Indes jusqu'en 1937

(2) Capitale jusqu'en 1961

(3) Cédé au Pakistan en 1958

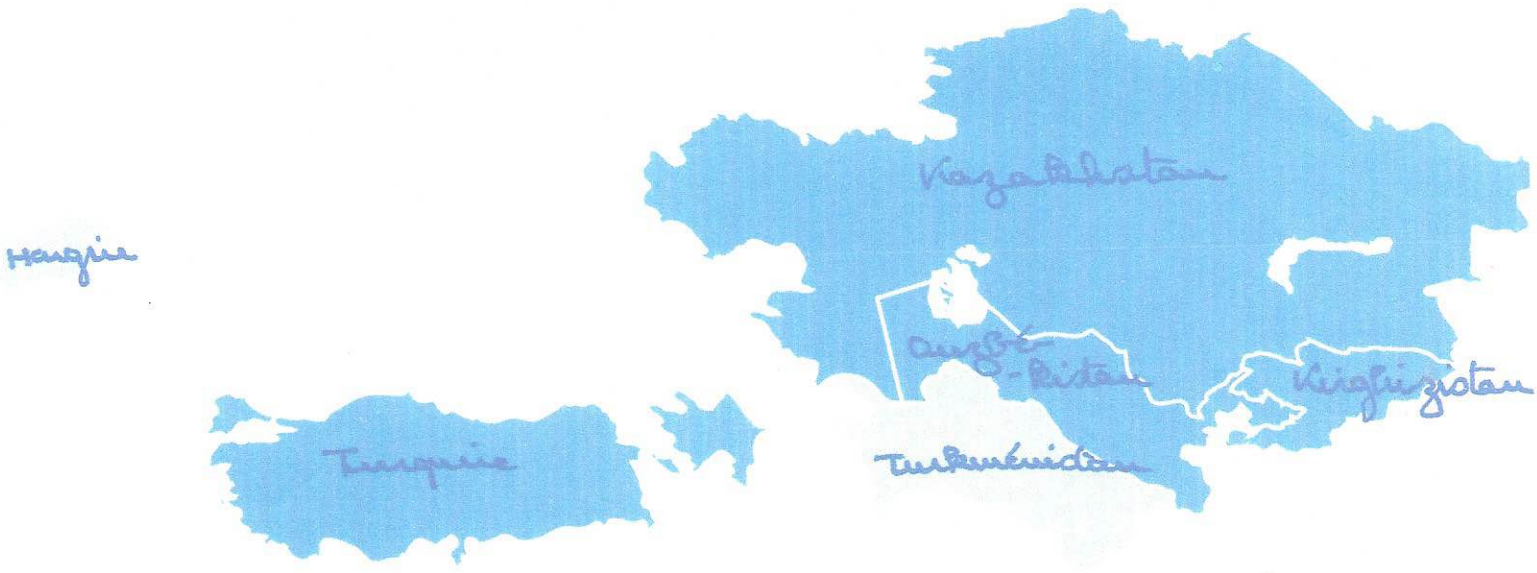
(4) Devenu indépendant en 1971 (Bangladesh)

(5) Officiellement renommé Sri Lanka en 1972



Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, direction des Archives (pôle géographique) © Avril 2019

Organisation des Etats turciques (10)



en Bleu clair : Etats observateurs